



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



## Dixième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP

# Éviter les générations perdues : préserver en toute circonstance l'éducation et l'emploi

Erevan (Arménie), 12-14 septembre 2024

### Document final

*Co-rapporteurs : M. Hakob Arshakyan, Vice-Président de l'Assemblée nationale d'Arménie, et Mme Emma Muteka, parlementaire namibienne, membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP*

Nous, 144 jeunes parlementaires de 52 pays, nous sommes réunis à Erevan du 12 au 14 septembre 2024 pour réaffirmer notre engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes dans le contexte des multiples crises qui secouent actuellement le monde. Notre âge moyen est de 37,3 ans et 40 % d'entre nous sont des femmes parlementaires. Nous avons été rejoints par des représentants du Gouvernement arménien, d'organisations internationales et de la société civile, ainsi que par des responsables de mouvements de jeunesse et des défenseurs de la cause des jeunes. Le Président et le Premier Ministre de la République d'Arménie, le Président de l'Assemblée nationale d'Arménie, la Présidente et le Secrétaire général de l'Union interparlementaire, le Président du Conseil du Forum des jeunes parlementaires et la Présidente du Bureau des femmes parlementaires étaient également présents.

Garantir une éducation de qualité et des opportunités d'emploi pour tous est essentiel pour bâtir un monde juste et inclusif permettant à chacun de s'épanouir. Cela ne signifie pas simplement gagner un salaire, mais aussi respecter les droits socio-économiques, la dignité humaine et les valeurs communes. L'éducation et l'emploi sont inscrits dans les objectifs de développement durable (ODD), en particulier les ODD 4 et 8, et constituent la pierre angulaire de la promesse des ODD de ne laisser personne de côté. Pourtant, sans mesures supplémentaires, seul un pays sur six atteindra d'ici à 2030 la cible des ODD qui vise à atteindre l'achèvement universel du cycle secondaire. Par ailleurs, un jeune sur quatre ne suit pas d'études ou de formation et les jeunes femmes sont deux fois plus susceptibles que leurs homologues masculins de se trouver dans cette situation.

Nous avons exprimé notre inquiétude face à l'aggravation de ces lacunes en période de crise et de conflit, et nous avons appelé à accorder la priorité à l'éducation et à l'emploi des jeunes en tant qu'éléments essentiels du maintien de la paix et de la promotion de la sécurité humaine.

Outre les conflits, les pandémies et les changements climatiques constituent également des crises majeures qui mettent en péril l'éducation et l'emploi. Pendant la pandémie de COVID-19, 1,5 milliard d'enfants et de jeunes ont été affectés dans le monde par la fermeture des écoles, et les effets de ces perturbations sur la santé intellectuelle et mentale persistent même après la fin de la pandémie. Une plus grande coopération internationale, notamment par le biais du futur accord sur les pandémies, est nécessaire si l'on veut atténuer les effets négatifs de ces situations d'urgence sanitaire. Les changements climatiques pourraient provoquer le déplacement de plus d'un milliard d'individus d'ici à



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



2050 et pousseront de très nombreuses personnes à chercher à se former et travailler hors de leur pays. Cette situation a déjà des conséquences graves sur l'éducation et l'emploi dans les petits États insulaires en développement (PEID).

Afin de garantir une éducation de qualité en temps de crise, nous, jeunes parlementaires, proposons les mesures suivantes :

- Garantir l'accès à l'éducation pour tous, y compris par le biais d'un enseignement gratuit et obligatoire pour les personnes confrontées à des situations de crise. Il s'agit notamment d'augmenter le budget consacré à l'éducation et d'intégrer les réfugiés et les personnes déplacées dans les systèmes éducatifs nationaux en proposant des programmes d'enseignement adaptés, des programmes linguistiques et de santé mentale et des formations pour les enseignants.
- Lorsqu'une crise empêche la tenue de cours en présentiel, promouvoir des formules d'enseignement en ligne et hybrides. Cela implique notamment d'effectuer les investissements adéquats dans les infrastructures nécessaires afin de réduire la fracture numérique et de permettre l'accès aux régions isolées ou touchées par une crise.
- Superviser les programmes d'enseignement afin qu'ils promeuvent une culture de la paix et qu'ils développent les "compétences non techniques" nécessaires pour exceller dans les emplois de demain, notamment dans le domaine des technologies numériques et de l'économie verte.

L'emploi décent est également essentiel pour permettre à chacun de participer à la société, ce qui contribue au développement de l'autosuffisance et du sentiment d'identité. L'emploi est aussi un élément clé de l'intégration sociale et économique, en particulier pour les nouveaux arrivants dans les pays d'accueil. Permettre aux jeunes vivant dans des situations de crise de contribuer à la vie de leur communauté par le biais du travail et de l'entrepreneuriat constitue une garantie pour le présent et un investissement pour l'avenir.

Conscients que l'emploi est un élément fondamental pour bâtir des sociétés prospères et pacifiques, nous, jeunes parlementaires, proposons de :

- Veiller, en période de crise, à accroître l'investissement en faveur de l'emploi via les programmes de soutien à l'autonomisation économique des jeunes, notamment par le biais de programmes d'emploi et de microcrédit, et d'autres initiatives susceptibles d'assurer aux jeunes un revenu de base décent.
- Garantir des politiques du marché du travail inclusives qui répondent aux besoins spécifiques des réfugiés réinstallés. Il s'agit notamment de promouvoir des structures d'évaluation et de placement proposant des services d'assistance linguistique et de développement professionnel, afin de permettre aux réfugiés de s'intégrer efficacement dans le monde du travail et de contribuer à la vie de leur communauté.
- Plaider en faveur d'une hausse de l'investissement dans l'aide humanitaire et de son utilisation pour le développement des petites entreprises, et soutenir la création de pépinières d'entreprises qui promeuvent l'entrepreneuriat, en donnant aux jeunes et aux personnes déplacées les moyens de se créer sources de revenus durables et de se développer sur le plan économique.



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

- Remédier à la crise du logement qui frappe de nombreux pays, notamment en augmentant l'investissement public dans la construction de logements abordables et en accordant des aides aux primo-accédants à la propriété.

Les ODD mettent également l'accent sur la nécessité de "ne laisser personne de côté", mais de nombreux groupes marginalisés ou en situation de vulnérabilité continuent à éprouver de grandes difficultés et à subir des discriminations dans l'accès aux opportunités et aux services. La notion de "développement durable pour tous" ne doit pas être un vœu pieux, mais un principe directeur qui sous-tend l'ensemble des politiques publiques. Il importe de mettre en place des approches intersectorielles. Partout dans le monde, les jeunes femmes demeurent trop souvent exclues de manière disproportionnée de l'éducation et de l'emploi.

À six ans de l'échéance des ODD, nous nous engageons à joindre le geste à la parole pour "ne laisser personne de côté", notamment :

- en adaptant les services de soutien à l'éducation et à l'emploi pour répondre aux besoins de tous les groupes de la société, indépendamment du sexe et des aptitudes personnelles ;
- en renforçant le dialogue avec les électeurs afin d'identifier les lacunes et de répondre aux besoins de tous les groupes de la société, en veillant particulièrement à atteindre les personnes qui vivent dans les zones souvent négligées, comme les zones rurales, ainsi que les personnes handicapées, les personnes illettrées, les groupes marginalisés et les personnes victimes de discrimination ;
- en renforçant les partenariats – aussi bien en ligne qu'hors ligne – avec les organisations de base de jeunes, les conseils consultatifs, les groupes de défense et les associations d'étudiants, afin de mieux faire entendre leur voix dans nos assemblées législatives et dans nos discours politiques ;
- renforçant la coopération interparlementaire et l'échange de bonnes pratiques afin de mieux faire entendre la voix des groupes marginalisés et des personnes en situation de vulnérabilité, et de veiller à ce que les politiques publiques répondent à leurs besoins ; et en renforçant également la solidarité interparlementaire en faveur des pays en situation de vulnérabilité face aux changements climatiques, notamment les petits États insulaires en développement (PEID).

À la veille de la Journée internationale de la démocratie (15 septembre 2024), et à un moment où tant de jeunes se sentent anxieux face à l'avenir, l'éducation, l'emploi et l'inclusion sont des ingrédients susceptibles de raviver l'espoir. Ici, en Arménie, le "pays des pierres", inversons la tendance du désespoir et reconstruisons-le brique après brique. Nous, jeunes parlementaires, déclarons sans hésiter que nous pouvons relever ce défi et que nous travaillerons avec nos partenaires et les uns avec les autres pour faire en sorte qu'il n'y ait plus de générations perdues.

Nous remercions l'Assemblée nationale d'Arménie d'avoir accueilli cette dixième Conférence mondiale des jeunes parlementaires et d'avoir mis à disposition une tribune permettant d'unir les jeunes parlementaires autour d'un objectif commun.